

Une interview de Joaquim Chissano

Dans une interview exclusive, le chef de la diplomatie de la République populaire du Mozambique fait un large tour d'horizon des grands problèmes qui se posent à son pays.

• Trois facteurs essentiels déterminent l'orientation diplomatique du Mozambique • Les raisons de l'impasse dans les relations entre Maputo et Lisbonne • Assurer la libération économique du continent africain par une coopération régionale • Comment expliquer la réalité des rapports avec Pretoria • La lutte armée du peuple sud-africain est déjà engagée •

• SIMON MALLEY — *En votre qualité de membre de la commission politique permanente du Frelimo, Camarade-Ministre, vous aviez dirigé les négociations avec le Portugal, qui ont conduit à l'indépendance du Mozambique. Par la suite, vous avez été chargé des relations extérieures de votre pays. A l'occasion du cinquième anniversaire de l'indépendance, pourriez-vous rappeler quelle fut l'évolution de la diplomatie mozambicaine ? Quels en étaient les objectifs ? Et lesquels ont été atteints ?*

JOAQUIM CHISSANO — J'ai été chargé, en effet, de coordonner la ligne politique et son application par notre diplomatie. Il s'agit, en fait, de nos relations avec tous les peuples du monde ; avec les Etats et les organisations politiques. Et cela aussi bien au nom du parti que du gouvernement. La diplomatie — puisque c'est ainsi qu'on l'appelle —, c'est, chez nous, une affaire qui concerne tous les organismes du parti et du gouvernement. Elle est orientée par les principes fondamentaux suivants. D'abord, la consolidation de l'indépendance nationale — en veillant au maintien de la souveraineté territoriale — et le processus de développement économique, social et culturel de notre patrie. Ensuite, la coopération avec les autres peuples pour notre libération totale du colonialisme et de l'impérialisme. Ce sont, en fait, les deux volets qui conditionnent la libération politique et économique du pays.

Il y a, enfin, un troisième facteur qui est la lutte pour la paix. Nous considérons que le développement socio-économique ne peut être atteint que dans une situation de paix, pas seulement au Mozambique, mais partout dans le monde.

Après cinq ans de travail, nous pensons

que ces objectifs ont été partiellement atteints. Nous nous étions engagés puissamment, et sans réserve, dans la lutte pour la libération des peuples, encore dominés, de l'Afrique australe, et nous avons remporté un grand succès qui nous a coûté très cher, il faut bien le dire, en vies humaines comme du point de vue économique. La guerre a retardé notre développement.

Mais, aujourd'hui, les conditions du développement rapide de notre pays sont bien meilleures. Car comment pouvions-nous nous consacrer à notre développement économique avec des ennemis qui agressaient constamment nos frontières ?

Quand nous parlons des objectifs atteints, je crois qu'on peut aussi mentionner le fait que nombre de pays occidentaux ont compris qu'il faut nous accepter tels que nous sommes et qu'ils doivent coopérer avec nous sans tenter de modifier nos options en matière de développement économique. Parmi ces pays, certains ont admis que c'est à eux de changer par rapport à nous.

Pour notre part, dès le début, nous avons voulu coopérer avec tout le monde, à condition que nos droits à la souveraineté et à l'autodétermination soient respectés. Et, à ce propos, nous avons encore bien des problèmes à régler, notamment avec des pays comme les Etats-Unis. Mais nous ne perdons pas patience. Nous attendons. Ils changeront aussi.

Pour revenir aux Etats-Unis, ce pays s'abrite derrière des prétextes pour refuser de coopérer avec nous. Il est, en effet, difficile de croire à une coïncidence fortuite quand on constate que les Américains ont commencé à parler de violation



SIPA

des droits de l'homme chez nous juste au moment où nous avons pris des mesures importantes pour défendre notre voie de développement économique et où nous avons lancé le combat contre le racisme. Est-ce donc cela, la « violation des droits de l'homme » à laquelle ils font état ?

Mais ils changeront aussi quand ils comprendront que, de cette manière, ils ne parviennent pas à faire valoir leurs propres intérêts.

• SIMON MALLEY — *N'y a-t-il pas actuellement une certaine impasse dans vos relations avec le Portugal ? Qu'en pensez-vous, vous qui avez mené les premières négociations avec ce pays ?*

JOAQUIM CHISSANO — L'instabilité, les changements fréquents de gouvernement au Portugal sont, sans doute, des raisons importantes de la détérioration de nos relations. De l'impasse dans laquelle elles s'engagent. A chaque changement d'équipe, les négociations se sont arrêtées. Puis elles recommençaient, pour cesser de nouveau avec la chute d'un gouvernement éphémère.

Mais quel est le problème principal ? A mon avis, c'est tout simplement que les responsables portugais n'ont pas encore entièrement accepté le fait que nous sommes indépendants. Qu'ils ne sont plus notre métropole. Quand ils auront assimilé cette réalité, nous aurons probablement de meilleures relations, et nous coopérerons comme nous le faisons avec bien des pays, que ce soit la Suède, la France, le Brésil, etc.

Car ce n'est pas un problème de langue qui détermine le degré de coopération. Ce peut être, certes, un avantage, mais l'essentiel, c'est la nature des rapports et le contenu des principes sur lesquels ils reposent. Il faut qu'au Portugal on ne trahisse pas les principaux mobiles du 25-



Avril, quand on avait voulu sincèrement abattre le fascisme et libérer le pays du lourd fardeau colonial.

Mais, avec le temps, même là-bas, il y aura un changement de mentalité et nous pourrions alors mieux nous entendre.

• **SIMON MALLEY** — *Mais, fondamentalement, quel est le contentieux ? Est-il économique ?*

JOAQUIM CHISSANO — Toute la différence est là. C'est que nous, nous ne parlons pas de contentieux. Pour nous, il n'y en pas pas. Nous l'avons dit depuis le temps des négociations, en 1974.

• **SIMON MALLEY** — *Mais réclament-ils des indemnités ?*

JOAQUIM CHISSANO — Au début, on avait parlé d'une dette. Puis ils ont dit un contentieux. Nous n'avons jamais refusé de reconnaître la dette. Mais nous avons dit qu'elle devait être prouvée : que les chiffres devaient être clairs. Enfin, nous voulions voir, tout compte fait, qui était en dette vis-à-vis de l'autre. Alors, ils ont changé de langage et se sont mis à parler de contentieux.

• **SIMON MALLEY** — *Enfin, pour le moment, il n'y a pas de coopération entre le Portugal et le Mozambique...*

JOAQUIM CHISSANO — Pratiquement, il n'y a que des relations commerciales. Il y a divers accords qui ont été signés, mais qui sont restés sans suite. Et jusqu'ici, aucun ministre portugais n'est venu chez nous. Pas plus qu'aucun des nôtres ne s'est rendu au Portugal.

Je voudrais ici dire un mot de nos rapports avec la République fédérale d'Allemagne qui ne sont pas non plus développés. Nous sommes dans une période de négociation qui porte, notamment, sur la définition du statut de Berlin-Ouest. Mais nous pensons que nous surmonterons ce problème et que nous établirons les moyens de coopérer sur le plan économique.

• **SIMON MALLEY** — *En revanche, vos rapports se sont développés avec le Brésil, par exemple.*

JOAQUIM CHISSANO — Oui. Surtout du point de vue commercial. Nous attendons la visite du ministre brésilien des Affaires étrangères. Ce sera le départ d'un contact officiel qui permettra peut-être d'élargir la sphère de la coopération.

• **SIMON MALLEY** — *Et quels sont les rapports du Mozambique avec le Moyen-Orient, avec le monde arabe en général, avec l'Afrique et les autres continents ?*

JOAQUIM CHISSANO — Le plus important pour nous, c'est évidemment l'Afrique. Nous avons consacré beaucoup d'efforts à la consolidation de l'unité africaine, au sein de l'O.U.A., et pour lui donner un caractère plus compétitif par rapport à l'impérialisme et au colonialisme. Nous avons également engagé des combats d'ordre économique au sein de l'Organisation, et des contacts bilatéraux avec plusieurs pays membres, notamment ceux de notre région.

Nous croyons que la coopération régionale n'est pas uniquement motivée par la situation géographique, mais que son importance repose essentiellement sur des affinités économiques et sur une complémentarité existante ou potentielle. C'est là, à notre avis, le point de départ le plus correct pour une libération économique de l'Afrique. Les aspects concrets et spécifiques qui peuvent donner lieu à une coopération, nous les recherchons avec tout le continent. Par exemple, avec l'Algérie, la Guinée, le Congo, et l'Afrique occidentale en général, que je viens de visiter afin de mieux connaître les initiatives économiques prises par les pays de cette région. Pour ce qui concerne l'Amérique latine, nous avons des contacts avec de nombreux pays. C'est le cas de la Guyana, de la Jamaïque, de Cuba, avec qui, cela va sans dire, nous avons d'excellents rapports de coopération dans les domaines social et économique.

Pour ce qui est du Moyen-Orient, je dois rappeler que nous avons toujours soutenu la lutte des peuples de cette région pour recouvrer leur souveraineté sur les territoires occupés par d'autres, et pour le droit du peuple palestinien à son autodétermination. Nous avons également toujours condamné les manœuvres impérialistes qui s'efforcent d'empêcher, par tous les moyens, que ces luttes soient cou-

ronnées de succès... Il est inadmissible que l'Égypte agisse au nom du peuple palestinien. C'est ce dernier, ce sont ses représentants légitimes qu'il faut consulter en vue d'un juste règlement de la crise.

Nos contacts dans cette région ont cependant aussi un caractère économique. Nous coopérons avec le Koweït, l'Irak, la Syrie. Nous sommes réellement disposées à coopérer avec tous les pays du monde. En fait, nous sommes même amenés à coopérer avec des ennemis traditionnels comme l'Afrique du Sud. Nos relations avec cette dernière reposent sur des raisons très spéciales qui tiennent à nos infrastructures économiques. Mais, je tiens à le souligner, nous ne coopérons pas avec des régimes fascistes comme ceux du Chili, d'Israël, de Corée du Sud ou de Taiwan.

Nous sommes disponibles à la coopération avec l'Europe occidentale.

En Europe orientale, nous avons nos meilleurs amis. Nos rapports sont bons avec l'Union soviétique et la Chine, avec lesquelles nous coopérons.

On ne doit cependant pas confondre nos positions sur les divers problèmes internationaux, ni nos options intérieures, avec notre amitié pour les pays socialistes, qui remonte à l'époque de la lutte contre le colonialisme portugais. Nos positions relèvent uniquement de nos propres analyses et nous les arrêtons en toute indépendance.

• **SIMON MALLEY** — *Les résolutions adoptées à la conférence de Lagos ont été jugées, généralement, comme plutôt « maigres ». Qu'en pensez-vous ?*

JOAQUIM CHISSANO — Les résolutions de Lagos n'ont pas surpris car elles

L'entrée triomphale à Maputo

Samora Machel avec Marcelino Dos Santos (à gauche) et Joaquim Chissano (à droite)



avaient déjà été discutées à Monrovia et Addis-Abeda. De plus, il est difficile d'introduire de grandes nouveautés dans le domaine économique dans de telles circonstances. Mais je crois que la discussion approfondie qui s'est tenue à Lagos sur ces problèmes a été très positive. Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il faut partir des données réelles de nos propres situations en vue d'une coopération utile avec les autres.

Il ne faut pas commencer par créer des superstructures, mais d'abord prendre en considération les problèmes fondamentaux de chacun d'entre nous. Il faut avoir le contrôle des ressources, un modèle de développement conforme aux différentes réalités, et un régime démocratique, afin de développer une coopération fructueuse avec les autres pays et entre l'Afrique tout entière et le reste du monde.

• **SIMON MALLEY** — *La conférence de Lusaka a semblé être un tournant important pour le développement économique de l'Afrique australe. Quelle est, à ce sujet, votre appréciation ?*

JOAQUIM CHISSANO — Nous avons approuvé, à Lusaka, un programme valable et concret, adopté par des pays qui se sont déclarés décidés à le mettre en œuvre. Nous avons confiance en ce programme et nous espérons en obtenir de bons résultats, ce qui pourrait rendre nécessaire la création d'une organisation

régionale. L'Afrique est riche en organisation de ce genre. Mais, en général, leurs résultats sont faibles. Nous verrons si, en créant d'abord une base commune de développement, notre coopération aura plus de succès.

• **SIMON MALLEY** — *Ne craignez-vous pas que les contradictions entre les neuf pays de Lusaka — sur le plan politique et économique — puissent constituer un obstacle ? Et les puissances impérialistes, dont l'Afrique du Sud, ne vont-elles pas tenter de paralyser la mise en œuvre de ce programme ?*

JOAQUIM CHISSANO — Notre but est justement de sortir de la dépendance par rapport à l'Afrique du Sud. Nous ne faisons la guerre à personne. Nous voulons seulement notre indépendance. Si nous le jugeons utile, nous pourrions même coopérer avec l'Afrique du Sud. Mais ce ne devra pas être une coopération imposée ; ni par la force, ni par les circonstances. En fait, ce sont toutes ces circonstances, c'est le contexte économique de chacun de nous, que nous voulons changer. Je pense même que les différences politiques entre nous — que vous avez soulignées — sont dues aux différents degrés de dépendance qui affectent les uns et les autres. Il y a des pays qui ont accédé à l'indépendance par une autre voie que la nôtre et qui ont hérité de liens bien plus étroits avec l'Afrique du Sud. Pour certains, la

nécessité de changer cet état de chose s'est posée dès le début. D'autres ont préféré ne pas remettre en discussion ce lourd héritage historique des relations avec notre puissant voisin. Mais même ceux-là ont été éveillés par notre indépendance et par celle de l'Angola. Ils ont porté un intérêt à nos options sur le développement économique. Et ils ne pensent plus maintenant que la situation est immuable.

• **SIMON MALLEY** — *Vous avez employé l'expression « coopération avec l'Afrique du Sud ». Ce faisant — et bien que vos objectifs soient clairs de réduire votre dépendance envers Pretoria —, certains pourraient dire que vous renforcez le régime de l'apartheid ? Et une telle coopération n'est-elle pas contraire aux résolutions de l'O.U.A., des non-alignés, et autres instances internationales préconisant l'isolement de l'Afrique du Sud ?*

JOAQUIM CHISSANO — Ces résolutions c'est nous-mêmes qui les avons élaborées, qui les défendons et imposons leur application à ceux qui peuvent le faire. Nous n'accepterons jamais l'apartheid, et nous l'avons dit aux Sud-Africains. Mais il faut reconnaître que, pour certains pays, il n'y a pas le choix. Les liens que leurs anciens colonisateurs avaient noués avec l'Afrique du Sud impliquent leurs infrastructures mêmes. Ils sont tels qu'on ne peut aujourd'hui rejeter la coopération

sans provoquer des conséquences catastrophiques pour nos économies.

Nous voulons nous développer pour renverser cette situation. Et la victoire du peuple de la dernière colonie britannique constitue, à cet égard, un important progrès pour toute la région, et particulièrement pour nous qui dépendions aussi, du point de vue économique, de la Rhodésie. Aujourd'hui, nous avons des relations d'égal à égal avec un voisin de l'ouest, indépendant : la République du Zimbabwe.

Nous essayons d'équilibrer notre coopération. Et nous insistons pour que tout le monde nous vienne en aide afin que nous puissions sortir de la dépendance envers l'Afrique du Sud. Nous voudrions même que notre force économique puisse peser sur Pretoria ; cela pourrait contribuer à un changement du régime d'apartheid.

Notre situation est donc très différente de celle de la presque totalité des autres pays. C'est pourquoi nous avons approuvé une résolution de l'O.U.A. qui préconise le boycottage économique de l'Afrique du Sud, mais en dispense les pays qui ne sont pas en mesure de le faire. C'est notre cas, et celui du Botswana, du Lesotho, du Swaziland et du Cap-Vert. Les Portugais avaient construit chez nous, avec les Sud-Africains, le barrage de Cabora Bassa et l'électricité qui est produite est dirigée vers l'Afrique du Sud. Que pourrions-nous faire de toute cette énergie dans l'état de développement dans lequel nous nous trouvons ? Et nos chemins de fer, nos ports ? Ils avaient été conçus uniquement pour servir l'Afrique du Sud !...

• **SIMON MALLEY** — *Actuellement la situation semble très tendue. Ne craignez-vous pas une attaque de l'Afrique du Sud ?*

JOAQUIM CHISSANO — Je pense qu'ils n'ont pas intérêt à nous agresser ouvertement. Mais, s'il en était ainsi, nous prendrions les mesures qui s'imposent. Comme nous l'avions fait contre la Rhodésie. Nous couperions immédiatement les relations économiques et cela les ferait souffrir. De plus, une telle situation permettrait aux nationalistes d'intensifier la lutte intérieure et extérieure contre l'Afrique du Sud... Non. Ce que nous craignons, c'est ce qui se passe déjà. Les mercenaires que l'Afrique du Sud héberge, les prétendus « fronts de résistance », s'infiltrèrent au Mozambique pour essayer de nous destabiliser, pour tenter la subversion et étendre le terrorisme. C'est ainsi que nous avons découvert un camion piégé contenant des tonnes d'explosifs devant l'hôtel Polana de Maputo. S'il avait explosé, il y aurait eu des centaines de victimes, y compris des étrangers, des touristes... Eh bien, ce camion venait d'Afrique du Sud. Et tout le matériel qu'il contenait venait de là-bas.



Joaquim Chissano.

Au temps de la lutte armée.

• **SIMON MALLEY** — *Qu'en est-il de ce groupe subversif qui se fait appeler Resistência ?*

JOAQUIM CHISSANO — « Resistência », ou « Afrique libre », « Mozambique libre », etc. Tous font partie du même groupe, qui est installé maintenant en Espagne et à Lisbonne. Leurs hommes de main sont ravitaillés par l'Afrique du Sud. Nous informons régulièrement les Nations unies et leur secrétaire général de toutes leurs activités et de leurs complicités.

• **SIMON MALLEY** — *La frontière avec le Zimbabwe est-elle calme maintenant ?*

JOAQUIM CHISSANO — Non. Il y a encore des bandes des deux côtés de la frontière, qui menacent aussi bien la sécurité du Zimbabwe que la nôtre.

• **SIMON MALLEY** — *La presse a rapporté une déclaration du président Samora Machel sur les caractéristiques juridiques internationales de l'Etat sud-africain : ce serait un Etat indépendant et souverain, et un Etat africain. Pouvez-vous développer cette idée, ainsi que celle du caractère « intérieur » de l'apartheid ?*

JOAQUIM CHISSANO — Quant à l'aspect juridique, on ne peut pas convenir que l'Afrique du Sud est un Etat indépendant et souverain. C'est même un des membres fondateurs des Nations unies. Mais ce qu'on peut souligner, c'est que cette indépendance a été acquise sans la participation au pouvoir de la majorité du peuple. L'éviction totale de cette majorité est même prescrite par un système de lois qui constituent l'apartheid. Or c'est contre cela que nous combattons : pour l'abolition de l'apartheid,



c'est-à-dire pour la participation du peuple à la vie du pays. Si le peuple sud-africain parvient à y accéder, si des règles démocratiques sont enfin instaurées, alors l'Afrique du Sud sera entièrement acceptée par la communauté internationale.

• **SIMON MALLEY** — *Pensez-vous que cette accession du peuple sud-africain à ses droits légitimes peut être atteinte sans lutte armée ?*

JOAQUIM CHISSANO — Je ne peux pas l'affirmer, puisque la lutte armée est déjà engagée. Tous les jours, des étudiants sont tués lors d'affrontements. La situation est telle que les conditions de la lutte armée semblent maintenant réunies. Le régime de Pretoria le sait également. Ce n'est pas l'Angola qui envoie des étudiants rebelles en Afrique du Sud. Les Sud-Africains ont dressé une muraille autour de l'Angola. Ils utilisent les fantoches de l'U.N.I.T.A. ; ils occupent la Namibie. L'Angola est coupée du Sud.

Et ce n'est pas nous non plus qui envoyons de jeunes patriotes au-delà de nos frontières. Nous n'avons même pas chez nous de réfugiés sud-africains. Ce sera, finalement, le régime de Pretoria qui pourra faire en sorte que la lutte armée se développe ou pas. S'il ne le veut pas, il doit prendre, dès maintenant, des mesures politiques. Et rapidement. Mais au contraire, l'apartheid s'efforce de camoufler la réalité.

• **SIMON MALLEY** — *Quels sont vos rapports actuels avec les pays anciennement colonisés par le Portugal ? Et quel est l'avenir de ces relations ?*

JOAQUIM CHISSANO — Elles sont bonnes, et le dernier sommet, ici, à Maputo, a dressé un programme de coopération très clair. Il s'agit maintenant d'avancer avec des initiatives pratiques. Je voudrais souligner que ce qui nous unit le plus, ce n'est pas tellement que nous sommes d'anciennes colonies portugaises, mais ce sont nos options communes pour le développement. Sans doute sommes-nous tous des pays d'expression lusophone. C'est vrai. Mais, à la longue, ce n'est pas cela qui crée un trait d'union. C'est autre chose de plus important.

• **SIMON MALLEY** — *Envisage-t-on de créer une organisation commune à caractère permanent ?*

JOAQUIM CHISSANO — Nos rapports sont excellents, et nous envisageons d'intensifier la coopération. Mais, pour le moment, il ne s'agit pas d'institutionnaliser les relations en créant un organisme spécifique. Une telle décision dépendra du degré de développement de nos projets communs.